

INTERVENTION U.I CGT D'ARLES LE 6 février 2014

Les contrastes sont par définition saisissants. Lumière ou ombre : deux visions du monde se sont opposées dans des défilés les deux derniers weekends. Des manifestations si différentes que rien, absolument rien ne peut les rapprocher. Paris-Madrid-Marseille dans toute l'Europe des dizaines de milliers de syndicalistes, de progressistes, ont dénoncé les atteintes aux libertés des femmes et défendu le droit à l'IVG et bien plus que cela en vérité.

A Paris, à Lyon dimanche dernier, des milliers d'illuminés de dieu et autres adulateurs d'obscurantisme, propagateurs de peurs en tout genre et de rejet de l'autre ont à nouveau souillé le pavé avec leur « manif pour tous » et leur « jour de colère » comme ils disent.

Une fois encore ce mouvement de revanchards fidèles aux vieux principes de la réaction nous lasse autant qu'il nous inquiète.

Rongés par la haine de l'esprit, de la raison et des principes même d'égalité, les tenants d'une vision identitaire et figée dans un moule traditionaliste réactivent les bas instincts et entravent l'avenir. Un mouvement que nous pensions à jamais éteint.

Jamais depuis les heures noires de la guerre certains français n'ont à ce point engendré une logique de bouc émissaire dont les ressorts nous ramènent en partie aux années 1930, d'ailleurs comment ne pas évoquer tout simplement la date du 6 février 1934 : crise, chômage persistant, décrochage économique, scandales financiers, c'était la France de 1934. Face au désarroi des populations, droite et extrême droite tentent le 6 février 1934 un coup de force contre la République. Les factieux voulaient assaillir le parlement. Après une nuit d'émeute ils n'y arriveront pas.

Le 12 février la riposte organisée par les partis politiques de gauche et la CGT ouvrira la voie au Front Populaire.

En 2014, se greffent des ressentiments profonds sous les assauts du libéralisme globalisé.

Nous le redisons très fortement : le repli identitaire ne provoque que désespérance.

La CGT combat, combattra la montée des pulsions ultra réactionnaires et la montée de l'extrême droite :

- qui se nourrissent du rejet de la différence, du goût de l'ordre, de la baisse de l'idéal républicain.

- qui se nourrissent dans les entreprises du public et du privé de l'accroissement des inégalités, de la précarité, des bas salaires, de la détresse sociale.

La CGT avec 6 autres organisations syndicales et associatives, ont décidé de ne pas laisser faire. Répliquer, expliquer partout et en toutes circonstances pour combattre sans merci les cris haineux, racistes, antisémites, homophobes, sexistes.

La CGT mène campagne dans les entreprises pour convaincre les salariés, avec l'idée chevillée au cœur que l'espoir c'est aussi la détermination.

Dans ce contexte, le président de la République, après avoir choisi l'économie libérale cède sur les questions de société. Il donne raison aux mobilisations réactionnaires et brouille un peu plus la situation.

Le rassemblement des salariés et du syndicalisme dans ces conditions est essentiel pour construire un autre monde. C'est le sens de cette journée du 6 février 2014.

Le président de la République a annoncé, il y a quelques jours la suppression des cotisations familiales patronales, un nouveau cadeau de 30 milliards d'euros d'exonérations sociales pour les entreprises. Il passe un accord avec le MEDEF et demande aux organisations syndicales de dire ce qui pourrait être sauvé en matière sociale ! Il ne faut pas compter sur la CGT pour cautionner une telle démarche !

Le transfert du financement de la politique familiale des entreprises vers le budget de l'Etat est une attaque de grande ampleur contre la protection sociale. Il remet en cause le socle de la protection sociale issu du Conseil National de la Résistance, son financement par le travail, et ouvre la porte à la fiscalisation des prestations sociales. La CGT y est opposée. Les allocations familiales son au cœur de l'amélioration des conditions de vie des salariés et de leur famille.

La baisse de la dépense publique d'au moins 50 milliards d'euros en trois ans est historique. Elle s'inscrit dans la politique d'austérité qui est contre-productive en matière de relance économique, de progrès social et de cohésion sociale. Baisser encore les dépenses publiques, c'est dégrader le service public et réduire les capacités d'intervention publique. Les services publics sont un bien commun et un élément de solidarité.

En répondant aux vœux du MEDEF, le président de la République confirme et accentue les choix qui ont clairement fait la preuve de leur nocivité. Pourtant on sait ce qu'il est advenu des politiques précédentes. Ces politiques ont incité les entreprises à s'opposer à la hausse des salaires et à recruter de plus en plus au niveau du smic, là où elles ne paient plus de cotisations sociales. Elles sont nombreuses à Arles à en profiter et nombreux sont les salariés à Arles qui subissent les bas salaires.

La situation de l'emploi et du déficit de l'assurance chômage va encore être aggravée par les conséquences de la réforme des retraites votée fin 2013, sans compter sur les aggravations relatives à l'application de l'ANI véritable désastre pour les salariés, les emplois, les conditions de vie et de travail.

De plus de nombreuses entreprises, ont retrouvé des marges bénéficiaires proches de leurs plus hauts niveaux historiques.

Le président de la République conditionne, soi-disant le pacte de responsabilité à l'engagement de contreparties en matière d'emplois, de qualifications et de dialogue social. Qui peut le croire ?

D'ailleurs, Gattaz, Président du MEDEF a déjà répondu qu'il ne s'engagerait pas sur un objectif d'emplois, et en redemande ! Il réclame plus et affirme crânement « n'avoir jamais vu une telle baisse de charges » comme ils disent !

La CGT demande et nous devons l'exiger : une remise à plat complète des 4500 dispositifs d'aides et d'exonérations accordées aux entreprises portant sur quelque 200 milliards d'euros.

L'ouverture de négociations sur les salaires est une nécessité. Elle est urgente et ne peut être renvoyée à des jours meilleurs.

Concernant la fiscalité, c'est un outil de solidarité nationale qui doit être au service d'une ambition politique de progrès social. Les représentants des salariés doivent être entendus à la fois sur la fiscalité des ménages et sur la fiscalité des entreprises.

Dans ses vœux aux acteurs économiques et sociaux, le président de la République a annoncé vouloir faire de l'année 2014 une nouvelle phase du dialogue social en engageant les salariés à davantage de participation à la vie des entreprises à travers les IRP, mais aussi par une présence syndicale réelle. Nous restons très interrogatif, nous assistons par exemple, dans la zone de Logistique de Saint Martin de Crau à des attaques incessantes contre des salariés qui décident de s'organiser pour se défendre :

Une entreprise comme **Distrimag** n'hésite pas à diviser son entreprise en 3 établissements distincts, pour empêcher la présence de La CGT dans l'entreprise, une direction qui n'hésite pas à faire pression à l'emploi sur les salariés qui s'adressent à la CGT.

Et aussi, une situation toujours très tendue à **Transgourmet** après la mise en place d'un PSE remis en cause par la CGT avec les salariés,. Les comportements, agissements de la Direction au quotidien posent beaucoup de problèmes : attaques contre les élus, atteintes à la dignité.... **A Katoen Natie**, c'est une déléguée du Personnel CGT qui subit des pressions quotidiennes avec des changements de poste de travail, elle est envoyée régulièrement dans les entrepôts pour effectuer le balayage.... **Bref, dans ces entreprises la situation des salariés est très difficile au quotidien, pour ne pas dire insupportable.**

En terme de démocratie sociale, le premier signe serait de permettre le vote de la loi d'amnistie des syndicalistes par le Parlement et d'annuler l'appel du jugement par le procureur à l'encontre des 5 militants CGT de Roanne.

La démocratie sociale tient aussi à la qualité de l'expression démocratique des salariés à travers l'élection de leurs juges prud'homaux.

La remise en cause de l'élection des conseillers prud'homaux par les salariés en 2015, sous prétexte du coût que cela représente, serait une ligne rouge à ne pas franchir. Va-t-on demain organiser les élections municipales dans les entreprises pour réduire le déficit public ?

Chaque mesure prise est un véritable hold-up contre les salariés, les retraités, les privés d'emploi, contre notre pouvoir d'achat, nos emplois, nos services publics et notre système solidaire de protection sociale.

Au regard du constat accablant et des choix politiques actuels, il devient urgent de nous mobiliser et d'élever le mouvement social pour imposer un changement de cap politique de progrès social contre les inégalités, pour la croissance qui passe par le maintien et le développement de l'emploi, l'augmentation des salaires et des pensions, des revenus de remplacement et une protection sociale de haut niveau.

Les luttes sont nombreuses dans les entreprises, pour des augmentations de salaires, l'emploi, pour le maintien des acquis. Nous devons plus que jamais stopper cette politique de baisse de coût du travail, de destruction budgétaire qui vont accentuer des coupes claires dans l'ensemble de la fonction publique, d'Etat, hospitalière et territoriale.

A l'hôpital d'Arles, la Direction n'hésite pas à remettre le paquet pour imposer par service et par agent le passage au 12H, alors que majoritairement les agents hospitaliers veulent garder leur 8H et les emplois qui vont avec.

C'est le travail des femmes et des hommes qui crée les richesses.

Le Medef accentue sa volonté de s'attaquer à tous les obstacles que constitue le droit au travail en France, notre modèle social solidaire, sous prétexte qu'il empêcherait d'embaucher.

Le pacte de responsabilité proposé par le chef de l'État va amplifier cette politique de cadeaux au patronat, ce qui nous conforte dans la démarche de mobilisation que nous avons. Pour toutes ces raisons, la CGT appelle les salariés à se rassembler largement pour dénoncer les mauvais choix et ses conséquences désastreuses pour le monde du travail et le développement du pays, d'une crise dont nous ne sommes en rien responsables.

Il est de la responsabilité de notre organisation syndicale d'être à l'offensive,

L'heure n'est pas à l'hésitation !

Les motifs d'insatisfaction et les raisons d'exprimer notre colère ne manquent pas.

Alors oui, la mobilisation plus forte, plus soutenue, plus tenace est nécessaire, impérative même.

La CGT vous y invite.

Oui d'autres choix sont possibles, pour le progrès social, pour la réponse aux besoins sociaux.

Et nous terminerons en citant Ambroise Croizat « **ne parlez pas d'acquis sociaux mais de conquies sociaux, parce que le patronat ne désarme jamais** »

ALORS ALLONS-Y AVEC CONFIANCE ET AVEC TOUTE LA DETERMINATION DONT NOUS SAVONS FAIRE PREUVE !